

Déclaration Vidéo de l'intersyndicale jurassienne :

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a dépassé le million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 Français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

Jusqu'ici, la mobilisation a été remarquable : elle a en effet été suivie par des personnes qui, d'habitude, ne manifestent pas, en particulier dans les petites villes. En Bourgogne Franche Comté, nous avons atteint le 31 janvier presque 100 000 manifestants ! C'est historique et l'un des traits marquants de ce mouvement social : l'énorme participation dans les petites et moyennes villes françaises.

Dans le Jura, le mouvement est particulièrement ancré. Ce sont 9000 personnes qui ont manifesté le 19 janvier, 9700 le 31 janvier, 7700 le 7 février, 7800 le 11 février.

Le 16 février, pendant les vacances scolaires, ce sont encore 4600 personnes qui ont battu le pavé jurassien.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social.

A chaque fois, des militants convaincus et des nouveaux venus, des travailleurs sont unis pour faire tomber une réforme politique injuste.

En 1945, Ambroise Croizat disait que « la retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie ».

Ces perspectives s'éloignent avec cette nouvelle réforme.

En effet, cette réforme acte :

1. Le recul de l'âge légal de retraite à 64 ans
2. L'accélération de la hausse de durée de cotisation à 43 ans

Elle ne prend pas en compte :

1. L'emploi des seniors qui est en berne (32 % des personnes nées en 1950 n'étaient plus en emploi l'année avant leur retraite)
2. La pénibilité

Les approximations et mensonges sont légion pour justifier une telle réforme :

1. L'urgence financière justifierait cette réforme
Le rapport du COR indique pourtant l'inverse
2. Le gouvernement négocie avec les syndicats
tous ont unanimement rejeté la réforme
3. On devrait travailler plus longtemps car on vit plus longtemps
En 2021 pourtant, 23 % des plus pauvres contre 5 % des plus riches sont déjà morts à 65 ans

D'autres pistes existent, présentées par les syndicats, elles sont royalement ignorées, avec un très thatchérien « il n'y a pas d'alternative » qui est avancé.

Le gouvernement et les parlementaires restent, pour l'instant, sourds à la contestation populaire. L'intersyndicale nationale a donc décidé de faire entrer la contestation dans une nouvelle phase dont le mot d'ordre est clair :

Mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain.

Nous sommes dans un moment où le compromis n'est pas possible et où il faut faire évoluer le rapport de force.

L'objectif est simple : faire bouger les lignes, faire revenir le gouvernement sur le report de l'âge légal à la retraite. Cet argument est toujours le mot d'ordre de l'intersyndicale. C'est une opinion partagée par l'immense majorité des Français.

L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes.

L'intersyndicale locale de la DGFIP se veut être le relais auprès des agents jurassiens, des appels nationaux et interprofessionnels à faire grève et à manifester massivement contre cette réforme des retraites, la réussite du 7/03 est un préalable au retrait de la réforme.

Nous invitons tous les agents à s'inscrire dans ce mouvement pour que le pays soit à l'arrêt.

Faisons de la DDFIP du Jura une administration morte.